

MARTINE DURLACH

45 ans - Professeur
Conseillère du 19[e] arrondissement
Dirigeante nationale et parisienne du Parti communiste



Suppléant

MICHEL TUROMAN

52 ans
Technicien de fabrication
Conseiller du 19[e] arrondiss[t]

Madame, Monsieur,

Mon objectif, c'est : **vous faire entendre.**

Vous avez le sentiment que vos difficultés augmentent, que la société évolue mal : chômage, logement, inquiétudes pour les enfants, et l'écart qui grandit entre les riches et les pauvres.

Vous estimez que les forces de gauche doivent se remettre en cause, mais qu'il n'y a pas d'issue pour elles hors de leur rassemblement.

Pas besoin d'être communiste pour penser cela. Je le sais, et j'en tiendrai compte. Mais pour le dire, il n'y a cette fois que ce vote. Utilisez-le pour donner votre avis : s'il y a tant de problèmes, c'est aussi parce qu'on ne vous le demande pas assez.

Et mon objectif, c'est aussi : **vous défendre.**

Vous en aurez bien besoin si la droite gagne du fait de l'échec de la politique suivie jusqu'ici. Pensez-y. Lontemps notre circonscription a eu Paul Laurent pour député. C'était différent. Vous étiez soutenus, écoutés, respectés. Si vous me mettez en situation de lui succéder, j'essaierai de m'en montrer digne.

Bien sincèrement,
Martine Durlach.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

DROITE : DANGER !

La droite aurait partie gagnée et il n'y aurait pas de quoi s'inquiéter ? Faux : ce qu'elle prépare est extrêmement grave.
Citations du programme RPR-UDF :
" L'essentiel des banques, des assurances, des entreprises du secteur concurrentiel (étendu "aux transports, à l'énergie, aux télécommunications") sera privatisé." Pour les salariés de ces secteurs : fin de leur statut. Pour les usagers, il faudrait payer plus.
La fin des services publics est programmée. L'hôpital public est accusé de "disposer de capacités excédentaires ou inutiles". Les écoles seraient classées selon "une évaluation objective et transparente". Une médecine, une école pour les riches ; une médecine, une école pour les pauvres.
Les patrons bénéficieraient d'un "allègement des charges" sociales et fiscales pendant que les contrats emploi-solidarité (2 350 francs par mois) seront étendus au secteur productif". Généralisation de la précarité et des salaires de misère. "Les cotisations familiales seront prises en charge par le budget de l'Etat". Donc payées par les impôts des Français : augmentation de la TVA et de la CSG. Le nombre d'années de cotisation serait augmenté : la retraite complète à 62 ou 65 ans...
Dans le 19e, l'élection de M. Féron l'encouragerait dans sa politique : tout pour les privilégiés, davantage de difficultés pour les autres, et si ceux-ci ne sont pas contents, qu'ils aillent habiter ailleurs...

QUELLE AUTRE SOLUTION ?

Refaire ce qui a échoué ?
C'est ce que propose M. Cambadélis. Absent du "terrain", il a toujours voté, depuis cinq ans, comme l'a demandé le gouvernement. Aujourd'hui, il fait sien le projet de Michel Rocard : supprimer le Parti socialiste, constituer une nouvelle formation avec la droite "centriste". On ne fera pas une politique de gauche avec une partie de la droite ! Il faut travailler à autre chose : une nouvelle dynamique des forces de progrès dans leur diversité qui soit le fruit des rapprochements et des dialogues entre leurs électeurs, leurs militants.
Etre à nouveau déçu ?
Les dirigeants écologistes se présentent comme "non politiciens". Très bien. Mais un jour, ils se disent prêts à gouverner avec la droite ; un autre, ils reviennent là-dessus. Un jour, ils "saisissent la main tendue de Michel Rocard", un autre, ils ne veulent plus. Et que dire de leur vote au Conseil régional d'Ile-de-France avec la droite : + 13,5 % d'impôts à payer l'an prochain.
Ne pas se méfier des contrefaçons ?
Plusieurs candidats parlent "à gauche". Mais les actes ? L'un est de " Lutte ouvrière", qui a malheureusement prôné l'abstention au référendum, alors que le "oui" l'a emporté de justesse. L'autre du " Parti des travailleurs", un appendice du Parti socialiste, qui avait appelé à voter pour François Mitterrand dès le premier tour...

La droite, le PS, les écologistes ont, chacun, un programme soutenant Maastricht. Pour ceux qui ont voté "non" au référendum, voter pour eux serait se déjuger. Le seul moyen de dire : "On peut être pour l'Europe et contre Maastricht", c'est de voter pour Martine DURLACH.

ON POURRAIT FAIRE DU NEUF

Les communistes ne se contentent pas de critiquer : ils font des propositions. **Pas des promesses qui ne tiennent pas compte des réalités :** les problèmes sont très profonds, on ne les surmontera pas du jour au lendemain. Mais au lieu de considérer qu'on n'y peut rien, commençons à s'y attaquer par des mesures concrètes.

Par exemple, une des causes du chômage, c'est que les capitaux s'investissent davantage dans les placements financiers plutôt que dans la production. Mais l'Etat a des moyens : l'impôt et le crédit bancaire. Utilisons-les pour encourager l'investissement productif et décourager les spéculations financières. Et aussi pour produire et créer en France ce que nous importons et qui pourrait être fait chez nous. Il faut des débouchés ? Mais si on n'a pas d'argent, on ne consomme pas : l'augmentation des salaires et des retraites est une condition de la croissance. Et puisqu'on peut produire plus et mieux avec les technologies modernes, pourquoi ne pas aller progressivement vers la semaine de 35 heures sans diminution de salaire ?

Il n'est pas vrai que les acquis sociaux soient devenus un luxe. Par exemple, quadrupler l'impôt sur la fortune, ce qui permettrait de revaloriser le RMI, ne coûterait que 1 % de leur fortune aux milliardaires ! Faire cotiser les revenus financiers au même taux que les salaires rapporterait à la Sécurité sociale 3 fois plus que son déficit. Une baisse de 1 % des taux d'emprunt payés aux banques permettrait de diminuer de 10 % les loyers HLM et les remboursements des accédants. 40 milliards pourraient être transférés du budget du surarmement pour donner les moyens qui manquent à l'école et à la recherche.

D'autres choix, inspirés de la même logique, pourraient être faits en matière d'environnement, de démocratie, de politique européenne et internationale.

Dans le 19e. Au Conseil d'arrondissement, Martine Durlach anime avec Michel Turoman l'opposition à la gestion de droite de M. Féron. Ses principales propositions :
- préserver tous les emplois existants ; en créer pour répondre aux besoins de services publics et de vie des quartiers ;
- décider que les 2/3 des logements construits dans les ZAC soient des logements sociaux ; instaurer une taxe sur la spéculation immobilière à Paris ; réhabiliter les HBM sans augmentation de loyer ; interdire les expulsions des locataires de bonne foi ;
- moderniser la litgne de métro n° 11 ; abandonner le stationnement payant résidentiel ;
- refuser toute fermeture de classe ; reconstruire sans perte de temps le lycée technique Diderot ; accorder des moyens supplémentaires pour les ZEP ;
- créer un cinéma dans le 19e ; obtenir la réouverture de la piscine et de la patinoire Pailleron après rénovation ;
- s'attaquer vraiment à la déshumanisation, à la drogue, à l'insécurité et développer la vie des quartiers.

Le 21 mars, donnez-vous la force d'être écoutés et défendus

VOTEZ MARTINE DURLACH

Suppléant : **Michel TUROMAN**

Vu la candidate

Martine DURLACH

Imprimé par OGP - 2-4, rue Kuss, 75013 PARIS